

# Autoroute: les opposants au projet reçus à Paris

Des élus EE-LV et des représentants des associations locales ont été entendus par le directeur de cabinet de la ministre des Transports

**L**es partisans du contournement autoroutier d'Arles s'étaient vus obligés de réagir, après le courrier adressé par les opposants au projet à la ministre des Transports et au ministre de la Transition écologique (notre édition d'hier). Inquiets du lobbying parisien des écologistes, ils avaient à leur tour envoyé une lettre remplie de contre-arguments aux mêmes destinataires. Reste à savoir si le courrier a été lu dans ces ministères, avant que les opposants au contournement ne soient reçus par le directeur de cabinet d'Élisabeth Borne. La ministre des Transports avait acté il y a quelques semaines la relance du dossier, étant depuis de nombreuses années, en l'intégrant dans la loi sur les mobilités nouvelles.

Mais lundi, les anti-autoroute, avec des élus écologistes, des représentants des associations ACEN, Nacicca et Agir Pour La Crau, ont donc pu dérouler leurs arguments à Paris. "Nous avons alerté le ministère des Transports sur l'impact environnemental d'une telle construction passant par le nord de la Camargue et nécessitant une construction sur pilotis extrêmement préjudiciable pour l'environnement et extrêmement onéreuse. Nous avons



Si les pro et anti autoroute partagent le constat d'un trafic trop important sur la RN 113, les solutions préconisées par les uns et les autres sont à l'opposé.

/PHOTO ARCHIVES V. FARINE

également alerté sur le développement en Crau et Camargue des pôles logistiques qui s'implantent de façon anarchique sans aucune cohérence territoriale par rapport aux infrastructures de déplacement avec une moins-value sociale et une érosion des terres fertiles. Nous avons pointé également le conflit d'intérêts existant entre la députée de la République en marche du pays d'Arles (Sic) qui était responsable du développement du port autonome de Marseille dans une vie antérieure et

dont le compagnon en était le directeur général. C'est elle qui a relancé le dossier et le tracé sud Vigueirat", indiquent les opposants par communiqué. Ils estiment encore "que le directeur de cabinet s'est montré ouvert au fait d'envisager une concertation publique intégrant les alternatives au tracé que nous combattons. Nous avons demandé que celle-ci soit pilotée par la Commission nationale du débat public et un jury citoyen tiré au sort afin de garantir l'impartialité du débat. Nous avons réclamé

également une mesure de police du ministère pour interdire le transit de poids lourds international (Espagne/Italie) qui représente 20% du trafic et participe lourdement à l'engorgement de la RN 113 autour d'Arles. Il suffit d'obliger les camions à passer par Orange avant de redescendre sur Salon." Les opposants rappellent qu'une pétition citoyenne lancée par Nacicca peut être signée en ligne, et qu'une action sur le terrain n'est pas exclue dans les mois à venir.

Ch.V.